

**COUR D'APPEL DE  
CONAKRY**

-----  
**TRIBUNAL DE COMMERCE  
DE CONAKRY**

-----  
**4<sup>ème</sup> section**

-----  
**N° / Greffe du  
04/08/2021**

**AFFAIRE :**

Ets Abdourahim WANN et  
fils  
C/  
Société BIG SA

**DECISION :**

(Voir dispositif)

**REPUBLIQUE DE GUINEE**

Travail – Justice – Solidarité  
-----

**ORDONNANCE DU 04 AOUT 2021**

**OBJET :** Contestation de saisie-vente.

Par devant nous, Sékou KANDÉ, Président de section au Tribunal de commerce de Conakry, agissant par délégation du Président du Tribunal, en matière d'exécution, assisté de madame Maïmouna DIALLO, Greffière ;

**ONT COMPARU :**

Les Etablissements Abdourahim WANN et fils, sis à Baïlobaya, commune urbaine de Dubreka, représentés par monsieur Abdourahim WANN, commerçant, domicilié au quartier cimenterie, commune urbaine de Dubreka, ayant pour conseil Maître Alpha Mamoudou BARRY, Avocat à la Cour ;

**DEMANDEURS,**

Qui, à l'appui de l'assignation servie le 19 juillet 2021, exposent que suivant procès-verbal en date du 15 juillet 2021 de Maître Albert ZOGBELEMOU, la BIG SA a fait pratiquer une saisie-vente sur une importante quantité de marchandises leur appartenant.

Ils prétendent que cette saisie mérite d'être annulée pour avoir été pratiquée en vertu d'une grosse notariée qui n'est pas en réalité un titre exécutoire nécessaire à une exécution forcée.

Ils dénoncent les conditions absolument irrégulières dans lesquelles la formule exécutoire a été apposée sur le contrat initial qui les liait à la BIG SA, alors qu'un autre accord s'était substitué à celui-là après plusieurs paiements de leur part.

En effet, expliquent-ils, ils ont signé avec la BIG SA un contrat de financement sous forme de ligne de garantie

de paiement de 700.000.000 GNF en date du 13 juin 2016, lequel a été remplacé par un nouvel accord signé le 30 septembre 2019 pour redéfinir la créance à la somme de 889.923.608 GNF, mais qui serait entièrement exigible seulement à la date du 28 février 2022.

Les établissements affirment qu'à leur surprise, la BIG SA s'est fait délivrer par le Président du TPI de Dubreka l'ordonnance n° 461 du 04 novembre 2020 leur enjoignant de payer la somme de 814.075.862 GNF.

Ils font savoir que l'opposition qu'ils ont formée contre cette ordonnance a abouti au jugement n° 047 du 16 mars 2021 par lequel le TPI de Dubreka a entièrement rétracté l'ordonnance n° 461/2021. Et contre ce jugement, ils informent avoir relevé appel par acte du 18 avril 2021 reçu le même jour par le greffe sous le n° 112. Dès lors, clament-ils, le contentieux est pendant devant la Cour d'appel dont la décision est attendue pour départager les parties sur le montant exact de la créance, si tant est qu'elle existe encore.

Ils s'étonnent que la BIG SA ait fait fi de cette procédure qu'elle a pourtant initiée pour se rabattre vers un notaire afin d'apposer la formule exécutoire, presque en catimini, sur le contrat initial.

Pour eux, la créance réclamée par la BIG SA est fortement contestée en son quantum, d'où son défaut de certitude, comme reconnu par le tribunal de Dubreka dans son jugement.

Ils nient devoir à la BIG SA la somme qui leur est réclamée et espèrent être rétablis dans leur droit par la Cour d'appel, déjà saisie.

Pour eux, la formule exécutoire ne devrait pas être apposée sur un contrat déjà révisé et exécuté en partie et aussi, ils disent ne pas comprendre que ce contrat grossoyé indique comme principal 840.000.000 GNG et

que l'huissier réclame 940.000.000 GNF en principal, sans compter les intérêts divers.

C'est pourquoi, ils sollicitent d'annuler ce titre ainsi établi ; et en conséquence, dire que la créance poursuivie n'est pas certaine et enfin, prononcer la nullité de la saisie-vente pratiquée et ordonner sa mainlevée. Ils sollicitent en outre l'exécution provisoire de la présente décision, nonobstant appel.

**A COMPARU EGALEMENT :**

La Banque Islamique de Guinée SA (BIG), société anonyme au capital de GNF 103.000.000.000, dont le siège social sur la 6<sup>ème</sup> avenue de la République, commune de Kaloum, Conakry, représentée par son Directeur Général monsieur Sidy DIEYE, ayant pour conseil Maître Morlus SYLLA, Avocat à la Cour ;

**DEFENDERESSE ;**

Qui, dans ses conclusions en réplique produites le 28 juillet 2021, dit être créancière des établissements Abdourahim WANN et fils d'un montant de 814.075.862 GNF résultant d'un prêt de 700.000.000 GNF qu'elle leur avait accordé pour seulement une période de remboursement de 12 mois, à compter du 13 juin 2016.

Elle regrette que les établissements débiteurs ne se soient jamais exécutés de leur obligation de paiement et ont, de mauvaise foi, attendu la signature du protocole d'accord du 30 septembre 2019 pour faire quelques paiements isolés, dont la prise en compte donne, en dépit de tout, un solde de 814.075.862 GNF qu'elle cherche à recouvrer en usant de la procédure qui sied.

Elle affirme que la violation par les débiteurs des termes de ce protocole l'a amenée à le dénoncer par voie d'huissier le 06 avril 2020 et de se prévaloir du

premier contrat qu'elle a fait revêtir de la formule exécutoire par les soins d'un notaire.

La BIG SA dit que son titre exécutoire est tout à fait conforme à l'article 33 de l'AUVE et peut valablement servir à toute exécution forcée, dont la saisie-vente entreprise par elle.

C'est pourquoi, elle sollicite de déclarer valable la grosse notariée dont elle dispose ainsi que le procès-verbal de saisie-vente du 15 juillet 2021, et en conséquence, ordonner le maintien de la saisie.

#### **SUR QUOI :**

Les débats clos, nous avons rendu ce jour 04 aout 2021 la décision dont la teneur suit :

#### **- Sur le titre exécutoire et la certitude de la créance poursuivie :**

Aux termes de l'article 31 de l'AUVE, l'exécution forcée n'est ouverte qu'au créancier justifiant d'une créance certaine, liquide et exigible.

Dans la même logique, l'article 91 dispose que la saisie-vente est subordonnée à la détention par le créancier d'« un titre exécutoire constatant une créance liquide et exigible ».

En l'état, la créance poursuivie par la BIG SA ne présente pas un caractère certain, du fait des variations de montants, elles-mêmes étant consécutives à un certain nombre de paiements effectués par les établissements demandeurs.

Il est évident qu'à l'origine, en juin 2016, la BIG SA était créancière de 700.000.000 GNF et qu'au moment précis du second accord intervenu entre eux le 30 septembre 2019, cette créance avait été évaluée à 889.923.608 GNF comme attesté par « le protocole d'accord » versé au dossier.

En s'adressant au président du TPI de Dubreka le 04 novembre 2020 suivant la procédure de l'injonction de

payer, la BIG SA n'a réclamé que 814.075.862 GNF dont le paiement a été ordonné (sur requête) dans un premier temps, avant d'être rétracté en opposition (par jugement) pour incertitude de la créance.

L'appel relevé par les parties contre ce jugement n'ayant pas encore été jugé par la Cour d'appel laisse subsister le doute sur le montant effectivement dû à la BIG SA.

Faut-il rappeler que le jugement n° 046 du 18 mars 2021 a acquis entre les parties l'autorité de la chose jugée (à distinguer de la force de la chose jugée), de sorte qu'aucune d'elles ne peut plus saisir une autre juridiction de la même demande, hormis par l'exercice d'une voie de recours. Cette autorité de la chose jugée, qui a pour effet d'empêchant légalement la BIG de saisir un autre juge ou le notaire pour la même créance trouve son fondement dans l'article 138 du CPCEA qui dispose : « *Le jugement qui tranche dans son dispositif tout ou partie du principal, ou celui qui statue sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir ou tout autre incident vaut chose jugée dès son prononcé relativement à la contestation qu'il tranche. Le principal s'entend de l'objet du litige tel qu'il est déterminé par l'article 14* ».

Ainsi, même si en vertu de l'article 33 de l'AUVE, les actes notariés revêtus de la formule exécutoire constituent des titres exécutoires, il faut cependant que ces actes aient trait à des créances à la fois certaines et exigibles, faute de quoi, ils ne peuvent servir à une exécution forcée.

Dans le présent cas, il est anormal que la BIG SA ait fait apposer la formule exécutoire sur le contrat de 2016 seulement le 18 mai 2021, après avoir saisi les juridictions d'une procédure dont la suite définitive n'est pas encore connue.

Sans considérer l'incertitude de la créance, il se trouve que le contrat initial (de 2016) n'a plus cours entre les

parties, pour avoir été remplacé par l'accord de 2019. Ce faisant, la BIG SA n'est pas en droit de se prévaloir du contrat initial, peu importe le montant auquel il renvoie.

Et le fait pour elle de servir « un acte de dénonciation » contre ce deuxième contrat ne peut entraîner aucun effet juridique: la force obligatoire du contrat obligeant les parties à ce qui a été convenu et aucune d'elles ne pouvant unilatéralement décider du contraire.

D'un autre point de vue, les débats et les pièces ont établi que les établissements Cherif WANN sont titulaires d'un compte courant dans les livres de la BIG SA, par lequel compte devrait tous les paiements en remboursement.

Ainsi, sans une clôture juridique de ce compte, aucun montant ne peut être opposé aux débiteurs. En effet, c'est le montant résultant de la clôture contradictoire (ou unilatérale s'il avère que le débiteur a refusé de se présenter) d'un compte courant qui exprimera avec précision la qualité de débitrice ou créancière de l'une ou l'autre des parties.

Ceci correspond parfaitement à la position de la CCJA, reproduite dans le code bleu OHADA Edition 2020, page 641, en ces termes : ***« seule la clôture du compte courant peut faire apparaître au profit de l'une ou l'autre partie un solde créditeur correspondant à une créance certaine, liquide et exigible (CCJA, 1<sup>ère</sup> Ch, Arr. n° 022/2009 du 16 avril 2009 ».***

Faute de clôture du compte courant des établissements Cherif WANN visé dans le contrat d'ouverture de crédit, la créance poursuivie présente encore des incertitudes, puisque susceptible de variation à tout moment dans les deux sens : en crédit ou en débit.

De tout ce qui précède, il y a lieu de dire que la créance de la BIG SA, en l'état, ne réunit pas la triple condition

nécessaire à l'exécution forcée, dire que l'acte notarié revêtu de la formule exécutoire ne consacre pas une créance certaine et en conséquence, annuler la saisie-vente qui en a résulté.

**- Sur l'exécution provisoire :**

Les demandeurs sollicitent l'exécution provisoire de la présente décision, en dépit d'un éventuel appel de la saisissante.

À propos, l'article 49 de l'AUVE, en son alinéa 3, dispose : « *Le délai d'appel comme l'exercice de cette voie de recours n'ont pas un caractère suspensif, sauf décision contraire spécialement motivée du président de la juridiction compétente* ».

Conformément à cette disposition, l'exécution provisoire des décisions du juge de l'exécution (exclue la saisie-attribution de créance régie par l'article 172 de l'AUVE) est de droit, sauf à ce magistrat de décider le contraire par décision spécialement motivée.

Ainsi, l'exécution provisoire n'a pas à être décidée en l'espèce, puisqu'étant de principe.

**PAR CES MOTIFS :**

Statuant publiquement, par ordonnance contradictoire, en matière d'exécution et en premier ressort ;

Vu l'urgence ;

Constatons que l'acte notarié, revêtu de la formule exécutoire le 18 mai 2021, mis en exécution par la BIG SA ne consacre pas une créance certaine ;

En conséquence, déclarons nulle la saisie-vente pratiquée par la société BIG SA sur des biens mobiliers relevant de l'entreprise individuelle « Les établissements Abdourahim WANN et fils », prise en la personne de monsieur Abdourahim WANN, suivant procès-verbal en date du 15 juillet 2021 de Maître Albert ZOGBELEMOUN, Huissier de justice ;

Ordonnons la mainlevée de ladite saisie ;  
Rappelons que la présente ordonnance est exécutoire  
de droit, nonobstant appel ;  
Mettons les dépens à la charge de la société BIG SA ;

**Et avons signé la minute avec la Greffière**

*Pour copie conforme*

*Conakry, le 04 aout 2021*

**Le Chef du greffe**